

## **Annexe à la délibération du Conseil Municipal approuvant le PLU en date du 17 mai 2013 – Modifications apportées au dossier de PLU suite à l'enquête publique.**

Le projet de PLU de la commune d'Entrepierres a été arrêté par délibération du conseil municipal en date du 22 juin 2012, puis il a été soumis à enquête publique du 27 décembre 2012 au 29 janvier 2013.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de PLU arrêté et il n'a pas émis de réserve particulière. Il fait cependant quelques préconisations et recommandations (*non suspensives de l'avis favorable*) qui ont été pour partie prises en compte. Par ailleurs, il reprend également les avis des Personnes Publiques Associées.

Ces éléments ont fait l'objet d'une réunion en mairie d'Entrepierres en date du 18 avril 2013, en présence de Monsieur Le Maire, d'un conseiller municipal, de la DDT représentée par Monsieur Montoya, et du bureau d'urbanisme PMConsultant.

### **Modifications suite aux préconisations et recommandations du commissaire enquêteur (*hors prise en compte des avis PPA*) :**

1. Mise à jour du tableau de réglementation des zones dans le rapport de présentation (partie IV, chapitre III).
2. Modification du règlement de la zone UF au regard du courrier transmis par Escota le 28 janvier 2013 lors de l'enquête publique, l'objectif étant de ne pas bloquer l'exploitation de l'ouvrage.
3. Ajustement du zonage sur le secteur des Naux : classement des parcelles n° 332 et 333 en zone agricole (au lieu de naturelle). Ces parcelles sont en effet labourables et cultivées.

### **Compléments et modifications par rapport aux avis PPA :**

L'ensemble des points importants exposés par les Personnes Publiques Associées ont été repris dans le dossier de PLU pour approbation.

#### **1. Avis de la DDT**

La DDT dans son avis a émis **quatre réserves** qui ont été prises en compte dans le dossier de PLU pour approbation.

- **1 ère réserve**

*« La prise en compte des enjeux concernant une consommation économe de l'espace et une réflexion sur la capacité des équipements se traduit de façon insuffisante au travers des outils réglementaires et d'aménagement mis en œuvre dans le PLU ».*

Modifications apportées en réponse à la première réserve :

- Compléments apportés dans le rapport de présentation et les annexes sanitaires concernant les capacités en eau potable, et les délais prévisionnels de réalisation des travaux concernant l'eau potable (canalisations) et l'assainissement (canalisations et réhabilitation STEP).
- Afin de permettre à la commune de pouvoir mieux encadrer le nombre de constructions sur le secteur de Charagne face aux demandes des futurs aménageurs, des objectifs de densité ont été rajoutés dans l'orientation d'aménagement relative à ce secteur.
- En zone UB, le COS a été augmenté de 0,20 à 0,25.

• **2ème réserve**

*« L'état initial de l'environnement ainsi que l'étude d'incidence doivent déterminer avec précision les espèces cibles qui peuvent être impactés par le projet de PLU (site Natura 2000, ZPS).*

*Par ailleurs, La protection des zones humides identifiées nécessite de traduite l'orientation fondamentale 6B du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux».*

Réponse de la commune concernant l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement

La commune a décidé de ne pas mener d'évaluation environnementale. Nous rappelons que le PLU d'Entrepierres n'est pas un PLU «Grenellisé», il n'y a donc pas d'obligation légale de réaliser une évaluation environnementale. La commune s'engage à mettre en cohérence son document d'urbanisme dans les délais impartis par la loi (janvier 2016). Cependant, la mise en forme du rapport de présentation anticipe déjà l'évaluation environnementale qui devra être menée ultérieurement.

L'incidence du projet de PLU sur l'environnement, notamment le site Natura 2000 de la Durance, a été analysée. Hors le projet de PLU ne vient compromettre aucune zone Natura 2000, il nous semble donc pas justifié de conduire une étude d'incidences environnementales plus détaillée que celle déjà présentée dans le rapport de présentation. Rappelons que les zones urbanisables de la commune représentent environ 1% de la superficie communale.

Par ailleurs, le site Natura 2000 de «la Durance» n'est concerné par aucune des extensions urbaines proposées dans le projet de PLU. L'extension urbaine la plus proche de ce site Natura 2000, située à la zone d'activités des Baumas concerne une surface restreinte de 2500 m<sup>2</sup> qui est par ailleurs séparée de la Durance par l'autoroute A51 et le canal EDF. Aucun enjeu environnemental, ni paysager n'a été identifié sur ce site lors de la visite de terrain de janvier 2012 en présence d'un représentant de la DDT. Ce secteur a également fait l'objet d'une étude L111-1-4° qui étudie notamment les enjeux environnementaux et paysagers.

Modifications apportées en réponse à la deuxième réserve :

- La partie du rapport de présentation faisant référence au SDAGE (partie I, chapitre VI) a été complétée.
- L'orientation d'aménagement de Charagne a été complétée au regard de la prise en compte de la zone humide du Riou de Jabron. L'orientation d'aménagement précise désormais que le maintien de la trame verte devra être étudié lors de tout projet d'aménagement afin d'assurer sa préservation. En cas de non conservation d'une partie de cette trame verte, l'aménageur devra justifier son choix et proposer des mesures compensatoires.

- **3 ème réserve**

*« Prise en compte des dispositions de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme concernant la zone UE ».*

Modifications apportées en réponse à la troisième réserve :

- Concernant la marge de recul par rapport à l'autoroute A51, la commune a réalisé suite à l'enquête publique une étude L111-1-4 afin de pouvoir réduire la marge de recul obligatoire de 100 à 50 mètres. L'étude L111-1-4 a été intégrée au dossier de PLU. Elle est traduite dans le rapport de présentation, dans le règlement ainsi qu'au travers d'une orientation d'aménagement.

- **4 ème réserve**

*« Compléter l'annexe 6 relative aux servitudes d'utilité publique, rajouter les servitudes AC1 relatives aux monuments historiques. ».*

Modifications apportées en réponse à la troisième réserve :

- Mise à jour des servitudes AC1 concernant les servitudes Monuments Historiques : la crypte de la ferme du prieuré de Vilhosc, le pont dit «de la Reine Jeanne», et une partie du rayon de protection de la Pierre écrite ont été mentionnés.

Par ailleurs, la DDT dans la note technique jointe à son avis a émis plusieurs remarques complémentaires qui ont été pour partie prises en compte dans le dossier de PLU pour approbation.

Modifications apportées en réponse aux remarques de la DDT :

- Ajout d'une liste des pièces constituant le dossier de PLU.
- Afin de déroger à l'article L111-6-2 du code de l'urbanisme, le noyau villageois du hameau d'Entrepierras a été repéré au titre de l'article L123-1-7°. Cela permettra de préserver son caractère identitaire et patrimonial.

## **2. Avis de la DREAL**

La DREAL dans son avis a émis plusieurs recommandations qui ont été pour partie prises en compte dans le dossier de PLU pour approbation.

*« L'autorité environnementale recommande de faire évoluer le dossier sur les points suivants :*

- *l'évaluation des incidences du PLU sur les sites Natura 2000,*
- *la préservation des zones humides,*
- *les capacités supplémentaires de production d'eau potable».*

Les modifications apportées au dossier de PLU sont déjà exposées en réponse aux deux premières réserves formulées par la DDT (cf. réponses aux réserves 1 et 2 de la DDT ci-dessus).

### **3. Avis de la Chambre d'Agriculture**

La Chambre d'Agriculture dans son avis a émis plusieurs remarques qui sont prises en compte dans leur ensemble dans le dossier de PLU pour approbation.

#### Modifications apportées en réponse aux remarques de la Chambre d'Agriculture

- Ajustement du zonage Ae dans le secteur «Les Grandes Combes» (classement en A des parcelles 72 et voisines).
- Pour les modifications concernant le projet urbain (Charagne, zone d'activités de Saint Puy) : cf. réponses aux réserves 1 et 3 de la DDT ci-dessus.

### **4. Avis du Conseil Général des Alpes de Haute Provence**

Le Conseil Général dans son avis a émis plusieurs observations qui sont prises en compte dans le dossier de PLU pour approbation.

#### Modifications apportées en réponse aux observations du Conseil Général

- Ajout des trois Espaces Naturels Sensibles (la Pierre Ecrite, la Montagne de la Baume et les gorges du Vançon) dans le rapport de présentation du PLU (partie I chapitre VI, et partie II chapitre II - partie 2.3).
- Mise à jour des règles de recul par rapport aux voies et emprises publiques dans les articles 6 des différentes zones.
- Modification de l'emprise de l'Espace Boisé Classé porté au plan graphique du PLU le long de la RD 217 : ajout d'une marge de recul par rapport à la voie.
- Ajout de deux emplacements réservés sur les parcelles 590 et 202a au carrefour de la RD217 et de la RD4 à Saint Puy.
- Afin de déroger à l'article L111-6-2 du code de l'urbanisme, le noyau villageois du hameau d'Entrepierres a été repéré au titre de l'article L123-1-7°. Cela permettra de préserver son caractère identitaire et patrimonial.

### **5. Avis du Réseau de Transport d'Electricité (RTE)**

Le Réseau de Transport d'Electricité dans son avis a émis plusieurs remarques et corrections qui sont prises en compte dans le dossier de PLU pour approbation.

#### Modifications apportées en réponse aux remarques du Réseau de Transport d'Electricité

- Autoriser dans l'article 2 des différentes zones « les ouvrages RTE ainsi que les affouillements et les exhaussements qui y sont liés».
- Corrections apportées à l'article 17 des dispositions générales du règlement.
- Ajout dans la liste des servitudes relatives à la servitude I4 des textes de réglementation générale relatifs d'une part au service public de l'électricité et d'autre part à l'exercice des servitudes et leurs conséquences directes.